



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Unité Départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet – Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 06/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MC CAIN ALIMENTAIRE**

483 RUE DU BEAU MARAIS  
BP 147  
62400 Béthune

Références : 1112-2024  
Code AIOT : 0007000661

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 rue du Beau marais BP 147 62400 Béthune.  
Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MC CAIN ALIMENTAIRE
- 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune

- Code AIOT : 0007000661
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dans son dossier de réexamen en date du 03/12/2020, l'exploitant s'est engagé de mettre en conformité ses installations aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime d'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement depuis décembre 2023.

La visite est réalisée dans le cadre de l'instruction de ce dossier.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 3  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 5  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2 | Demande d'action corrective  | 10 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| 1  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5 | Sans objet        |
| 2  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6 | Sans objet        |
| 4  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'y a pas de non-conformités relevées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : MTD Générique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de management environnemental   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est certifié ISO 14001 par l'organisme BSI jusqu'au 30/10/2025.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 2 : MTD Générique**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : point I à VI</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise l'inventaire, mis à jour périodiquement des paramètres visés au présent article. Les informations mentionnées au point I sont disponibles dans le dossier de réexamen.</p> <p>L'exploitant réalise des prélèvements et analyses sur la qualité des rejets aqueux et gazeux en application de ses arrêtés préfectoraux. Le dossier de réexamen identifie des analyses complémentaires à mettre en œuvre au titre de l'article 7.2 de l'arrêté du 27 février 2020 (rejets aqueux de chlorures) à compter du 4 décembre 2023, ce sujet sera abordé au point de contrôle relatif à cet article.</p> <p>L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des consommations faisant apparaître le récapitulatif mensuel des consommations d'eau, de matières premières, d'énergie, ainsi qu'un ratio par tonne de matières produites pour chacun de ces paramètres.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 3 : MTD Générique**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements et analyses réalisés sur l'année 2024 montrent des dépassements des valeurs limites réglementaires en sortie de STEP pour les paramètres : concentration en Phosphore sur toute la période et température pendant 30 jours en août et 13 jours en septembre.</p> <p>Des dépassements ponctuels en MES sont observés et expliqués par des charges polluantes sporadiques, l'immobilisation du réacteur anaérobie suite à l'ouverture d'un organe de sécurité...</p> |

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a identifié la valeur limite réglementaire de 50 mg/l pour le paramètre concentration en MES, et 2 mg/l pour le paramètre Phosphore.

Depuis le 10/10/2024, le paramètre Chlorure fait l'objet d'un suivi mensuel comme demandé à l'article 7.2 et de nouveaux réglage afin d'atteindre la nouvelle VLE.

D'après les résultats en date du 29/11/2024, l'exploitant respecte la prescription depuis 1,5 mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirmera que :

- le rendement n'est pas supérieur à 95% en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production de l'efficacité du traitement pour le phosphore (pour un rendement du traitement supérieur à 95%, concernant le phosphore, la valeur de 5 mg/l est applicable pour un site qui relève du secteur des fruits et légumes défini au titre III de l'arrêté du 27 février 2020),
- les causes de la température élevée des effluents en provenance de l'usine, supérieure à 30°C en août et septembre ont été bien identifiées et corrigées, et que le fonctionnement de l'installation est selon l'article 31 de l'arrêté du 2 février 1998.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 4 : MTD Générique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Efficacité énergétique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »

« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

« b »- utilisation de techniques courantes.

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'évolution depuis 2020 des consommations d'énergie du site :

- en valeur absolue la consommation d'énergie est stable voir légèrement en hausse,
- les consommations d'énergie ramenées à la tonne de produits finis sont en baisse,
- le niveau de performance environnementale lié à l'énergie attendu à une consommation d'énergie spécifique comprise entre 1,0 et 2,1 MWh/tonne de produit fini dans les MTD est atteint.

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 5 : MTD Générique**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fluides frigorigènes   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la liste des installations utilisant des fluides frigorigènes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>R410A 2100 1,7 kg</li> <li>R410A 2100 0,8 kg</li> <li>R410A 2100 0,8 kg</li> <li>R134A 1430 4,4 kg</li> <li>R22 3143 0,675 kg</li> <li>R22 3143 0,585 kg</li> </ul> <p>L'exploitant n'est pas soumis à la rubrique 1185-2-a. La quantité cumulée de fluide ne dépasse pas les 300 kg.</p>                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rechargement de R22 étant interdit depuis 2015, il ne doit pas y avoir de recharge depuis le 1 janvier 2015 avec cette substance, y compris avec des substances régénérées et recyclées. L'équipement peut toujours être utilisé s'il n'a fait l'objet d'aucune recharge (règlement ozone 2024/590).</p> <p>L'exploitant doit mettre un plan d'action pour le remplacement de ces équipements.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 10 jours  |